

Le nouveau contexte européen en Roumanie selon les perceptions étudiantes : une analyse de discours

Adriana Dudas

Doctorant, Département de Science politique
Université Laval, Québec, Canada



Synergies Roumaine n° 3 - 2008 pp. 187-195

Résumé : *Le présent article s'intéresse aux constructions de sens qui s'organisent autour de la redéfinition du contexte politique roumain selon la nouvelle réalité européenne : l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne. Notre recherche propose un modèle d'analyse constructiviste sur cette problématique, en étudiant les discours élaborés par un groupe de 46 étudiants soumis à un exercice de réception d'une caricature politique publiée lors des élections de 2004 dans un journal national et abordant la question européenne. Les résultats de notre analyse des discours mettront en évidence autant la vision des jeunes sur l'avenir (rapproché) roumain dans le contexte européen ainsi qu'une certaine difficulté, affirmée de leur part, d'accepter le changement majeur imposé par une telle réorganisation institutionnelle et identitaire.*

Mots-clés : *intégration européenne, caricature, constructivisme, analyse de discours*

Abstract: *This article refers to the construction of meanings organized around the re-definition of the Romanian political context according to the new European reality: the integration of Romania in the European Union. Our research proposes a model of constructive analysis on this problem by studying the discourse of 46 students involved in an exercise of reception of a political cartoon published during the elections in 2004. The results of our discourse analysis will point out both the perspective of the young generation on the (near) future of Romania in the European context and a certain difficulty, stated by them, when it comes to accepting the major changes imposed through such a reorganization concerning institutions and identity.*

Keywords : *European integration, caricature, constructivism, discourse analysis*

En tant que pays communiste, la Roumanie a privilégié avant 1989 une politique de fermeture et d'isolement de l'Occident plutôt qu'une politique basée sur la collaboration. Cet aspect a été fortement ressenti par des citoyens qui se sont vu refuser les voyages à l'étranger ou la correspondance avec de possibles amis vivant à l'étranger. Après 1989, l'ouverture du pays vers l'extérieur ne se fait pas nécessairement avec l'accord de chacun. Après presque deux décennies depuis le début de la période de transition, il nous semble important de savoir comment les Roumains perçoivent cette ouverture vers l'extérieur.

Notre intérêt pour les perceptions des jeunes roumains concernant l'intégration du pays à l'Union européenne (UE) s'inscrit dans une préoccupation plus vaste pour les valeurs qui définissent la culture politique roumaine une décennie après la chute du communisme¹. Nous avons réalisé une étude interprétative qui visait à connaître la place occupée par la caricature de presse, à travers le processus de sa réception, dans la reconstruction de la culture politique. Les constructions de sens concernant cette culture ont donc été repérées dans les discours d'un groupe de 46 étudiants roumains suite à la réception de 20 caricatures abordant des thèmes politiques d'actualité : *la corruption, les qualités des politiciens et des partis politiques, les relations avec les institutions de l'Etat, les relations avec les institutions internationales (FMI et UE), le rapport au communisme, la pauvreté et le niveau de vie, le nationalisme, la presse et ses relations avec le pouvoir.*

Le présent article fait état des perceptions des jeunes en rapport avec l'un de ces aspects, les relations avec l'UE. En effet, nous proposons dans ce texte une exemplification de la manière d'analyse constructiviste, que nous avons adoptée dans l'étude d'ensemble, en partant d'une caricature sur l'intégration à l'UE et des opinions des étudiants exprimées sur ce sujet lors des entrevues. Nous déclarons d'emblée le caractère plutôt exploratoire de notre étude, que nous organiserons en quatre parties. Premièrement, nous réaliserons un bref survol concernant les perspectives théorique et méthodologique que nous avons privilégiées dans l'analyse, en présentant les principales étapes de la recherche de terrain ainsi que la caricature qui nous a servi comme matériel d'étude. Deuxièmement, nous procéderons à une mise en contexte de la problématique de l'UE en Roumanie qui permettra une meilleure compréhension de l'analyse ultérieure des discours étudiants. L'analyse des discours étudiants constituera la troisième partie de notre article. Finalement, les conclusions mettront l'accent sur les résultats les plus importants obtenus lors de notre analyse.

Perspectives théorique et méthodologique

L'étude dont le présent article est tiré a privilégié une perspective constructiviste- interprétative dans la compréhension de la culture politique roumaine et dans l'analyse de discours issus de la réception des caricatures. Le pré-requis, dans le cas de toute recherche constructiviste, réside dans la manière de comprendre les réalités sociales, « *appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs* » (Corcuff 1995 : 17). L'historicité occupe ainsi un rôle majeur, car c'est sur l'histoire que la *construction* ou *reconstruction* des réalités se fonde, et fournit à la compréhension constructiviste trois importants aspects :

1) le monde social se construit à partir de pré-constructions passées ; (...) 2) les formes sociales passées sont reproduites, appropriées, déplacées et transformées alors que d'autres sont inventées, dans les pratiques et les interactions (...) de la vie quotidienne des acteurs ; et 3) cet héritage passé et ce travail quotidien ouvrent sur un champ de possibles dans l'à-venir. (...) Dans ce processus historique, les réalités sociales sont tout à la fois objectivées et intériorisées. (Corcuff 1995 : 18)

En Roumanie, il est important d'appréhender les éléments de culture politique avec une perspective constructiviste en raison du caractère transitoire de la culture de ce pays qui a subi un renversement de régime ; basée sur *les pré-constructions passées*, la nouvelle culture doit être comprise comme un processus continu de changement des « construits symboliques » de sa réalité sociale, ce que le constructivisme permet de faire. Nous avons choisi, parmi des théories constructivistes, celle qui, en partant de la compréhension de la réalité des individus et de leurs interactions sociales, revient « à prendre en compte des entités plus larges que ces individus et rencontres de face-à-face (institutions, organisations () etc.), qui deviennent alors contraignantes vis-à-vis des activités quotidiennes de construction du monde social » (Corcuff 1995 : 55). Le modèle *phénoménologique* de la construction sociale de la réalité de Berger et Luckman (1966) répond, de ce point de vue, à notre objectif de recherche. En concordance avec cette perspective, notre méthodologie s'est construite toujours « du bas vers le haut », par le prisme d'une vision *interprétative* qui suppose « un travail au niveau „élémentaire” de l'interaction sociale dans la vie quotidienne ; elle n'ignore certes pas le niveau des normes et de l'ordre macro-social, mais elle cherche à en vérifier l'existence et le sens sur le plan de la perception qu'en ont les acteurs dans la vie quotidienne » (Lapassade 1991 : 112).

La recherche de terrain de l'étude de base (dont notre article est tiré), s'est faite au printemps 2005 sur la base d'un cahier contenant 20 caricatures de presse roumaines, publiées toutes dans la période de campagne électorale de 2004 (plus précisément entre le 15 novembre et le 13 décembre 2004) et sélectionnées selon les thèmes d'actualité politique présentés plus haut. Nous avons montré les dessins de presse au groupe de 46 étudiants qui ont dû les analyser en deux étapes. Dans un premier temps, chaque participant avait un cahier de caricatures et, pour chacun des dessins, il devait remplir un court questionnaire contenant 8 questions à choix multiples. Dans un deuxième temps, au cours d'entrevues ouvertes, semi-dirigées, d'une durée approximative d'une heure, chaque participant était incité à discuter plus en profondeur des mêmes caricatures (et aussi des problèmes politiques présentés dans les dessins).

Les discours étudiants ont été interprétés à l'aide de *l'approche mixte* de Miles et Huberman (1984) qui prend en compte le caractère construit du discours et propose une démarche créative. L'analyse, qui suppose le découpage des données en unités d'analyse et leur codification subséquente, vise à relever l'ensemble des incidents pertinents par rapport aux catégories analytiques préalablement définies et qui seront aussi redéfinies pendant la recherche empirique. Le modèle propose une perspective de découverte, « *les paramètres théoriques étant en partie fixés a priori et en partie définis sur le terrain* » (Laperrière 1997 : 334).

Le présent article s'intéresse, comme nous l'avons déjà affirmé, aux discours portant sur le thème de l'intégration roumaine à l'Europe. Parmi les caricatures montrées aux jeunes, une seule traitait d'une manière directe de ce sujet. Nous faisons une présentation succincte de ce dessin en vue de permettre au lecteur de comprendre l'analyse ultérieure des discours étudiants.

La caricature, aux implications sexuelles, présente deux chiens dos à dos, avec les postérieurs collés ; on imagine que les deux chiens se trouvent au milieu de l'acte d'accouplement. Le texte de la caricature (*Et s'ils nous séparaient (découplaient) de la Bulgarie?...*), prononcé par un des chiens, suggère que le lien physique établi entre les deux chiens dans le dessin symbolise un lien « figuré » entre deux pays. L'arrière-plan de la caricature est bleu (la couleur de l'UE). La caricature s'intéresse à l'adhésion à l'Union européenne, et plus particulièrement au moment et aux conditions de l'adhésion, des aspects très débattus ces dernières années en Roumanie et surtout pendant la dernière campagne électorale. Au moment de la publication de la caricature, un rapport de la Commission européenne affirmait que la Roumanie « traînait » derrière la Bulgarie en ce qui concerne le respect des conditions imposées pour l'adhésion. Le message de la caricature, formulé comme une question, s'ouvre donc vers plusieurs interprétations : dans les conditions actuelles, le fait que la Roumanie n'entre pas en même temps que la Bulgarie dans l'Union européenne signifie soit que la Roumanie entrera plus tard, soit que le processus d'intégration de la Roumanie est interrompu, soit, finalement, qu'il n'y a de répercussions pour aucun des deux pays s'ils n'adhèrent pas ensemble à l'Union européenne. La question en elle-même peut être insignifiante si chacun des deux pays trouve sa place, à un moment donné, dans l'UE. Le discours officiel, qui est sans doute un d'ouverture vers l'Occident, accorde pourtant beaucoup d'importance à cette question. Est-ce cependant la bonne question à se poser? L'accent mis sur ce problème, dans la caricature, peut donc être considéré comme une ironie : au lieu de s'occuper des aspects plus importants concernant l'intégration, les officiels roumains détournent l'attention sur des problèmes mineurs. Après une présentation des relations officielles entre la Roumanie et l'UE, nous exposerons les opinions étudiantes sur le sujet.

La Roumanie et l'Union Européenne (l'UE)²

Les relations de la Roumanie avec la Communauté européenne commencent bien avant la chute du communisme. Le premier accord bilatéral permettant l'accès de la Roumanie au Système de préférences généralisées remonte à 1974. Dès 1990, l'ancien pays communiste établit des relations diplomatiques avec l'Union européenne en signant, l'année suivante, un accord de coopération commerciale. Dans le nouveau contexte européen, le but de la Roumanie est d'adhérer à la nouvelle structure créée pour réunir les Etats du continent. Ainsi, en février 1993, la Roumanie signe l'Accord européen, un traité qui institue une association avec les Communautés européennes et qui entre en vigueur en 1995. Le 22 juin 1995, l'Etat roumain présente sa candidature d'adhésion à l'Union européenne. La décision d'accepter cette candidature sera rendue par le Conseil européen seulement en décembre 1997. Deux ans plus tard, à Helsinki, le Conseil décide le début des négociations avec six pays candidats, parmi lesquels la Roumanie et la Bulgarie. Ces deux Etats vont d'ailleurs souvent être traités ensemble tout au long du processus d'intégration. La réunion de la conférence intergouvernementale UE - Roumanie du 15 février 2000 marque l'ouverture officielle des négociations d'adhésion et lors du sommet de Copenhague, en décembre 2002, les dirigeants européens se fixent comme objectif l'entrée de la Roumanie dans l'UE autour de 2007. Après l'application, en 2004, d'une « clause de sauvegarde » pour la

Roumanie et la Bulgarie, afin de s'assurer de l'atteinte, avant l'adhésion, des objectifs établis pour ces deux pays, le Conseil européen prend note des progrès de la Roumanie et recommande la signature du Traité d'adhésion commun pour la Roumanie et la Bulgarie en avril 2005. Dans son rapport de suivi définitif de 2006, la Commission donne le feu vert à l'adhésion, en insistant néanmoins sur la nécessité de nouvelles réformes, notamment dans le système judiciaire et dans la lutte contre la corruption. Le 1^{er} janvier 2007, la Roumanie adhère à part entière à l'UE, en même temps que la Bulgarie.

L'intégration à l'UE est donc achevée au niveau officiel. Elle n'était pas accomplie au moment où nous avons mené notre enquête de terrain, au printemps 2005, mais sa réalisation était imminente. Dans l'analyse des discours nous faisons état de perceptions étudiantes face à cette intégration : quoique inévitable, elle ne sera pas nécessairement approuvée par les jeunes répondants.

Les discours étudiants sur l'intégration à l'UE

L'analyse des discours obtenus suite à la réception de la caricature sur l'UE nous a permis de construire une liste de catégories conceptuelles que nous avons organisée en deux éléments d'étude : le discours officiel sur l'intégration - directions développées et information du public et les perceptions concernant l'intégration entre utilité ou désir de la société.

Le discours officiel sur l'intégration : directions développées et information du public

La caricature sur l'intégration européenne livre un message assez neutre, mais cependant très clair pour la majorité des étudiants qui l'ont analysée³ : pour la moitié du total des étudiants, il s'agit de l'intégration de la Roumanie dans l'UE en même temps que la Bulgarie. Des commentaires plus poussés concernant le message nous ont permis de saisir des points de vue divers concernant cette caricature.

Pour certains, l'accent est mis sur la différence économique entre les deux pays : la Bulgarie est plus avancée que la Roumanie, et il y a donc une certaine peur que cette dernière n'entre pas en même temps que sa voisine dans la structure européenne ; ou la Roumanie est au même niveau que la Bulgarie ; ou la Roumanie va mieux que la Bulgarie, donc l'adhésion à l'UE sera plus rapide pour la Roumanie. La première affirmation, accordant une meilleure position à la Bulgarie, est celle qui a été le plus souvent soutenue par les jeunes - et celle qui s'approche d'ailleurs le plus de la réalité. Nous remarquons ainsi une connaissance partielle du discours entourant l'intégration de la part de certains étudiants : en effet, ils reconnaissent la problématique de l'intégration conjointe, sans suivre plus étroitement le discours (officiel) qui déclare le retard de la Roumanie face à la Bulgarie.

D'autres étudiants considèrent plutôt que la caricature met en évidence un aspect privilégié par les discours officiels mais qui n'est pas vraiment important : l'association de la Roumanie avec la Bulgarie est mise en évidence pendant les négociations au Parlement européen et dans le discours des officiels du

pays, mais l'élément n'a aucune importance dans le processus d'adhésion. Finalement, c'est le dérisoire qui surgit en premier lieu pour des étudiants en sociologie : ils remarquent l'ironie de la situation qui veut que la Roumanie se voie dépassée dans le processus d'intégration par un pays qu'elle méprisait il y a peu de temps. La caricature « joue » ainsi avec les perceptions, pour ne pas dire les préjugés : dans les relations de voisinage, la Bulgarie était perçue comme un pays plus pauvre, sous-développé, et sa possible intégration avant celle de la Roumanie n'en apparaît que plus douloureuse pour les Roumains.

Les critiques des étudiants en rapport avec le discours officiel sur l'intégration en UE ne s'arrêtent pas ici. La capacité (et parfois la volonté) des élites au pouvoir (et implicitement, celle des médias) d'informer le public sur les vrais enjeux de l'intégration est remise en question. D'après une dizaine de jeunes, il y a certainement un manque d'information sur le sujet, ce qui explique que l'entrée dans l'UE n'est pas très claire ou compréhensible pour les gens. Pour certains, il s'agit d'une méconnaissance des désavantages qu'un tel processus apporte à la Roumanie. Plusieurs s'accordent pour dire que les premières années dans l'Union européenne seront très difficiles, et cela spécialement pour les gens du milieu rural. Peu d'étudiants voient une amélioration immédiate de la vie en Roumanie une fois le processus d'intégration accompli. Ces opinions déterminent d'ailleurs les perceptions des jeunes sur le processus d'adhésion.

La perception concernant l'intégration : utilité ou désir de la société

Au-delà de la volonté politique, l'intégration dans l'Union européenne a nécessité une acceptation du processus de la part de la population roumaine. Des sondages internes ou au niveau européen montrent une très grande approbation des gens en faveur de l'intégration. Peuple qui affichait dans les années 2000 le plus grand appui pour l'Union européenne, les Roumains avaient affirmé, en 2002, dans une proportion de 84% qu'ils voteraient pour l'intégration et seulement 2% contre (Bruduja 2006). Dans une étude nationale roumaine de 2005, *Romanian and European values and beliefs: are they different or not? A quantitative survey*, 39% des Roumains sont inquiets en ce qui concerne l'intégration dans l'UE, tandis que 33% sont très optimistes (les jeunes se montrent les plus optimistes). La majorité des Roumains (80%) considère que les fonds de l'Union européenne, très généreux (pour 76%), vont faciliter l'intégration du pays. Les jeunes ont la plus grande confiance en l'Union européenne. Finalement, la moitié de la population roumaine manifeste un fort ou très fort besoin d'informations concernant l'adhésion à l'UE. Le besoin d'informations représente aussi un élément relevé lors de l'analyse de la réception de la caricature. Nous réitérons, cependant, que notre étude n'a aucune portée généralisante, et qu'elle ne vise pas la comparaison avec des résultats de recherches quantitatives. Nous pensons néanmoins qu'au vu des informations obtenues suite au questionnaire, qui placent les jeunes dans les rangs de la population la plus optimiste en rapport avec l'UE, nous allons retrouver dans notre analyse des perceptions étudiantes une partie de cet optimisme.

L'analyse des discours étudiants sur le besoin ou le désir de compléter le processus d'adhésion nous semble démontrer plutôt une résignation devant

une solution inévitable qu'un optimisme face à une situation désirable et profitable pour le pays. Il y a certainement une position partagée concernant le sujet, entre ceux qui considèrent que l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne est une bonne chose (15 étudiants) et ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une mauvaise idée (10 étudiants). Finalement, il y a ceux affichant une position plutôt neutre qui considèrent que l'entrée n'est pas une question « bonne » ou « mauvaise », mais qu'il s'agit surtout d'un chemin déjà tracé ou que le processus est nécessaire, même s'il n'est pas bénéfique pour le pays.

Dans le cas du premier groupe d'étudiants, les arguments ne suggèrent pas toujours un désir d'action, mais plutôt une nécessité. Ainsi, des jeunes affirment qu'*on ne peut pas rester à côté, c'est la chose à faire et qu'il le faut*. D'autres, plus positifs, pensent au « *rating* » du pays et à *l'augmentation de sa crédibilité à l'extérieur, au fait que cela va accélérer positivement le changement et faciliter les choses pour les gens d'affaires et même pour la société en général*. Pour ceux qui ne vantent pas les mérites de l'intégration, les arguments sont d'un ordre différent : *la Roumanie sera la dernière dans le concert des nations, elle sera encore en position inférieure, les gens ordinaires vont beaucoup souffrir suite à l'intégration et, finalement, cela posera un problème pour l'indépendance du pays, car le pays dépendra des autres*. La position d'infériorité du pays représente pour un groupe minoritaire une impulsion plutôt qu'un recul face à l'intégration : *plus vite la Roumanie va finaliser le processus, plus vite elle réussira à atteindre une position convenable à l'intérieur de l'Union ; le processus devra donc être accéléré*. D'autre part, l'autonomie ou l'indépendance de l'Etat reste un problème préoccupant et très délicat au moment de l'intégration dans la grande Europe. Quelques étudiants affirment que l'entrée dans l'UE constitue un problème pour l'indépendance ou l'autonomie du pays ; *il va falloir soit faire des compromis, soit être prudents pour que l'organisme européen ne se mêle pas des problèmes internes de la Roumanie*. Des telles affirmations montrent d'une manière directe une certaine absence d'ouverture de la part des jeunes.

Une dizaine d'étudiants ne croit pas nécessairement que l'adhésion soit une mauvaise chose, mais s'interroge sur la capacité du pays à répondre à toutes les conditions (surtout économiques) qu'une telle entreprise demande. Ils considèrent donc que *la Roumanie n'est pas prête pour l'adhésion, car elle n'est pas concurrentielle sur le plan économique. Les sacrifices que la population devra faire vont être très grands, surtout pendant les premières années après l'entrée dans l'UE, quand les bénéfices seront minimes*.

L'impact de l'intégration sur le plan interne est d'ailleurs, lui aussi, un aspect controversé dans les discours étudiants. Une vingtaine d'étudiants seulement se sont prononcés sur cet aspect, mais ils sont un peu plus nombreux à croire que l'entrée dans l'Union européenne ne réglera pas les problèmes internes du pays (que ce soit du point de vue de la corruption, de la justice en général, ou du niveau de vie), problèmes qui doivent être réglés avant l'adhésion. Il y en a d'autres (sept étudiants) qui ne nient pas, par contre, une influence générale positive de la part de l'UE, qui suppose une impulsion pour un changement plus rapide de l'intérieur ; saisie de l'intérieur par les élites roumaines au pouvoir, cette impulsion contribuera à l'amélioration des différents aspects

problématiques. Deux étudiants affirment en premier lieu que l'influence positive de l'Europe contribuera principalement à l'évolution des mentalités : les Roumains changeront obligatoirement leurs mentalités dans un nouveau contexte politique qu'ils devront accepter et comprendre.

Conclusions : l'acceptation prudente de l'ouverture européenne : la position négocée des étudiants

Nous avons remarqué, dans les interprétations que les étudiants ont fournies dans la réception de la caricature sur l'intégration à l'UE, qu'ils considèrent le discours officiel - qui veut que la Roumanie entre en même temps que la Bulgarie dans l'UE - comme futile ou dérisoire. De plus, comme plusieurs étudiants affirment que les dirigeants rechignent à fournir une information correcte sur le sujet, cela démontre qu'ils ne peuvent pas accepter le discours du pouvoir. En effet, nous ne parlons pas ici de la justesse des activités gouvernementales en rapport avec l'UE, et les jeunes non plus ne se prononcent pas par rapport à ces activités. Ils présentent leurs perceptions face à un discours officiel concernant les actions que la Roumanie doit mener au plan extérieur, et leurs constructions de sens expriment la distance qu'ils ressentent entre le discours et la réalité. Plusieurs jeunes affirment par ailleurs qu'ils ne connaissent pas la vérité sur toutes les démarches pour l'entrée dans l'UE. Les interprétations si variées - et même opposées - entre les différents jeunes pour la caricature analysée montrent donc une difficulté à se positionner face à un discours sur l'extérieur, à une position officielle du pays qui montre une grande ouverture pour l'Union européenne. Il est certain néanmoins que le manque de connaissances que plusieurs étudiants affichent à ce sujet explique la non concordance entre les priorités officielles et celles de la population.

De plus, les étudiants se partagent entre ceux qui considèrent que l'entrée dans l'UE est une bonne chose et ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une mauvaise décision. Devant tant d'hésitation, difficile de parler d'un appui pour de bonnes relations avec l'UE. Ce n'est donc pas d'un refus d'ouverture vers l'extérieur dont nous parlons, mais surtout d'une incapacité des jeunes à affirmer leur appui pour la transformation et l'ouverture du pays. Il ne s'agit pas non plus ici de la réalité roumaine - le pays est aujourd'hui intégré à l'UE - mais d'un discours (celui des étudiants que nous avons interviewés) qui ne concorde pas avec les actions officielles qui supposent le rejet de la période passée et l'ouverture vers l'Occident.

Les différences de positions quant au changement et à l'ouverture vers l'Europe peuvent signifier en même temps, selon nous, la méfiance que les jeunes éprouvent devant le pouvoir actuel en Roumanie. Si les jeunes n'ont aucune confiance dans le changement et l'ouverture vers l'extérieur, c'est parce qu'ils n'ont pas confiance dans les dirigeants qui assument ce changement et donc, dans la manière dont il s'opère. Cette affirmation reste néanmoins une supposition : d'une part, la responsabilité du changement ne doit pas être attribuée nécessairement au pouvoir central ; d'autre part, l'analyse des perceptions étudiantes peut aussi suggérer un certain repli vers l'intérieur, réminiscence de la période d'isolation communiste, transmise lors d'un processus de socialisation imprégné encore, sans aucun doute, des valeurs du passé.

Nous concluons donc en affirmant que, suite à ces interprétations, les étudiants présentent une posture hésitante face au discours dominant (qui est, comme nous l'avons déjà dit, un discours d'ouverture) mais surtout face au changement et à l'ouverture vers l'extérieur.

Bibliographie

« Romanian and European values and beliefs: are they different or not? A quantitative survey ». Juin 2005. Etude réalisée par l'*Institut roumain pour le sondage de l'opinion publique* (IRSOP). Page consultée le 2 mai 2008. http://www.infoeuropa.ro/ieweb/imgupload/IRSOP_Romanian_values_European_values_00001.pdf

Peter Berger P. et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986, date de l'original: 1966.

Sebastian I. Burduja, « Assessing corruption in Romania. An integrationist story », in *Stanford's student journal of Russian, East European, and Eurasian Studies*. Stanford University, vol. 2, Spring 2006, pp. 51-69.

Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Editions Nathan, 1995.

Georges Lapassade, *L'ethnosociologie. Les sources anglo-saxonnes*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1991.

Annie Laperrière, « La théorisation ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées » in Poupart J, Deslauriers J.P., Groulx L. H. (coord.). *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal, Gaëtan Morin, 1997, pp. 309-340.

Matthew-B Miles et A-Michael Huberman, *Analyse des données qualitatives*, Paris, De Boeck, 2003.

Notes

¹ *La caricature de presse dans la construction de la culture politique. Etude de cas sur la Roumanie contemporaine*. Thèse de doctorat présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval dans le cadre du programme de doctorat en Science politique. 2008.

² Nous nous sommes inspirée, pour cette mise en contexte, de deux pages Internet concernant le sujet : celle de la Délégation de la Commission européenne en Roumanie et celle de EurActiv, le principal portail Internet consacré aux affaires européennes.

³ Seulement 30 étudiants sur 46 ont exprimé une certaine opinion (plus ou moins développée) en rapport avec cette caricature.